

Questions orales

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, les fonds que la Société d'assurance-dépôts du Canada a avancés proviennent des cotisations versées par les banques. Ils ne proviennent pas en fin de compte du Trésor. C'est pourquoi il ne s'agit aucunement d'une contribution directe des contribuables.

M. Hovdebo: Mais les impôts sont payés au Canada.

* * *

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

LA SEMAINE DE L'ENVIRONNEMENT—L'AUGMENTATION DU BUDGET

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor et elle concerne le rapport du vérificateur général.

Le président du Conseil du Trésor peut-il nous expliquer la situation suivante où le ministre de l'Environnement a fait passer son budget pour la semaine de l'environnement de 35 000 \$ à un million de dollars et a donné un marché de 650 000 \$ sans appel d'offres qui a rapporté un profit de 143 000 \$ à un intermédiaire qui était supposé, entre autres, louer des mongolfières qui n'ont jamais pris l'air?

Le président du Conseil du Trésor pourrait-il expliquer cet abus et ce gaspillage flagrants de l'argent des contribuables?

L'hon. Tom McMillan (Ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député n'a pas son pareil à la Chambre pour parler en l'air.

Des voix: Oh, oh!

M. McMillan: Dans la plupart des cas, je lui ferais confiance à ce sujet, sauf que sa question et ses commentaires sont très loin de la vérité.

Après la semaine de l'environnement de 1986, le gouvernement du Canada a fait faire une évaluation indépendante par un tiers complètement impartial qui a fait des critiques sur le programme dont nous avons tenu compte en préparant le programme de 1987.

M. Boudria: Allez-vous vous faire rembourser?

M. McMillan: Dans cette étude indépendante, on disait: «Au point de vue de la planification financière, le budget d'un million de dollars proposé pour la semaine de l'environnement en 1986 était probablement réaliste pour assurer une bonne qualité». Le rapport poursuivait en disant qu'on devrait féliciter le ministère d'avoir eu le courage de faire ce qu'il a fait.

Des voix: Bravo!

M. Boudria: Monsieur le Président, je suis sûr que, conformément au Règlement de la Chambre, vous allez demander que le rapport soit déposé et mis à la disposition des députés.

Je sais maintenant ce qu'on entend par «gonfler les coûts».

Je pose ma question supplémentaire au vice-premier ministre.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA SUPPOSÉE INGÉRENCE DU VICE-PREMIER MINISTRE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je voudrais demander au vice-premier ministre, concernant encore le rapport du Vérificateur général du Canada, pourquoi il s'est ingéré lui-même dans un dossier pour offrir une contribution de 5 millions de dollars à une compagnie de sa province qui ne s'était pas «qualifiée» en vertu d'aucun programme pendant que des commettants ailleurs au pays et dans sa propre province n'ont pu bénéficier de ces programmes même s'ils se «qualifiaient»? Quelle sorte de «deux poids deux mesures» a-t-il utilisée pour récompenser ses amis?

[Traduction]

M. Clark (Yellowhead): Oh, oh! Quelle question lâche!

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, nous constatons une fois de plus que les députés ont du mépris pour l'Ouest du Canada.

M. Broadbent: Du mépris pour vous.

M. Mazankowski: J'ai déjà répondu...

M. Shields: Allez téléphoner à Shirley Carr pour savoir quoi faire.

M. Nystrom: Allez téléphoner à Conrad Black.

M. Fulton: Cela vole un peu bas, Jack.

M. le Président: Les députés de l'opposition devraient se rendre compte que le temps file.

La parole est à l'honorable vice-premier ministre.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, je sais que le député ne croit pas à l'importance des Canadiens de l'Ouest ni à celle des industries qui sont propres à cette région.

● (1510)

J'ai essayé de répondre aux questions précédentes, mais je pense que ce qui importe, c'est de replacer tout cela dans son contexte. Il y a environ 10 ans, le vérificateur général de l'époque disait: «Je m'inquiète sérieusement du fait que le Parlement—et, en réalité, le gouvernement—ne contrôle plus de façon efficace l'utilisation des deniers publics, ou semble près de perdre ce contrôle».